

Quelqu'un osera-t-il encore accuser l'épiscopat du Canada de "faire de la politique" quand il réclame la plénitude des droits scolaires des catholiques, même au risque de causer quelques embarras à nos Gouvernants?

La question scolaire est la même pour les Catholiques dans le monde entier; ce n'est pas une question d'opportunité; c'est une question de principes, et les Catholiques sont tenus en conscience de faire leur devoir quand même.

Les catholiques du Manitoba et des deux nouvelles provinces de Saskatchewan et d'Alberta ont à se plaindre des mêmes restrictions apportées à la liberté de l'enseignement religieux!

Lisez encore le numéro 6 d'une autre série de raisons contre la clause "4" dans laquelle on a fait quelques concessions aux Catholiques.

"Because there is no Committee or representative of the Church and the parents with whom local authority can deal in appointing teachers"

Cela veut dire que partout les Catholiques devraient avoir une part active au gouvernement des écoles: quelque chose qui remplace l'ancienne "Section catholique" au Manitoba et au Nord-Ouest; autrement, nous sommes livrés à la merci d'une majorité hostile, ou d'un Gouvernement animé d'intentions adverses comme les défunts Gouvernements "Greenway" et "Haultain", l'un libéral, l'autre conservateur; mais tous deux anti-catholiques et francophobes.

Si le Gouvernement Roblin, à Winnipeg (Manitoba) et le Gouvernement Scott, Régina (Saskatchewan), et le Gouvernement Rutherford, à Edmonton, sont bien disposés, et s'il est dans l'intérêt des Catholiques de les appuyer, malgré ce qu'on peut avoir à reprocher à quelques uns de leurs membres, il faut se souvenir-qu'ils ne sont pas immortels.

Il faudrait donc nous protéger par une loi, ou un amendement à la loi, nous accordant notre part légitime du contrôle des écoles. Nous arriverons sûrement, si nous sommes unis, si nous sommes organisés; mais pour cela il faut être catholiques avant tout.

La religion d'abord, puis la nationalité, puis le parti politique.

"VERITAS"

Que les Catholiques du Manitoba et de la Saskatchewan et de l'Alberta méditent sérieusement les résolutions suivantes que Mgr Bourne, archevêque de Londres a demandé à l'Hon.